

REVUE DE PRESSE

Vie de l'université // Enseignants-chercheurs, professeurs et maîtres de conférences

28 mars 2019

Paris 1 Panthéon-Sorbonne dans la presse

Vie de l'université

Une heure soixante et une.com

Collectif d'étudiants de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

The collective “1: 61, young art historians

The collective “1: 61, young art historians”, created in September 2018, carries in its name the identity of its project. Its members belong as much to the Internet generation, absorbed in a continuous stream of images, as to an ancient historian tradition, which defends the primacy of the work, the need to face it and to observe it. length. This mixture between two temporalities then appears as a paradox. Faced with this contemporary reality, where photography is an obvious fact, it is important to isolate in the current creation constructed images that challenge us. So we want to offer readings of these photographs through an exhibition, the duration of which gives us the opportunity to really linger over these visual objects. We propose to apprehend the photographic image against the current: our interest is then on creations that interrogate the eye and the mind, or nothing is a priori pledge of truth.

The genesis of our collective is that of a group of eight students with the same inspiration. It was formed on the benches of the University Panthéon-Sorbonne during our meeting in art history license. Brought together by our common taste for contemporary photography, it is natural that we have nourished a project that materializes today in a future exhibition.

[► Lien vers le site](#)

Le Monde

19 mars 2019

A propos de la disparition de Dominique Noguez, qui fut professeur d'esthétique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Dominique Noguez, écrivain imprévisible, baroque et touche-à-tout

Dominique Noguez a été emporté par un cancer, à 76 ans, dans la nuit du 14 au 15 mars 2019, à Paris. On peut le dire ainsi. Mais la nouvelle, qui a laissé ses amis abasourdis, tant l'écrivain avait été discret sur la gravité de sa maladie, peut s'énoncer de bien d'autres manières.

Par exemple : disparition soudaine d'un des plus grands -spécialistes du cinéma expérimental nord-américain; d'un membre éminent du Collège de pataphysique; du découvreur de Michel Houellebecq (dont il fit éditer le premier roman); d'un ami et confident de Marguerite Duras. Ou encore : mort brutale de l'auteur du désespéré et hilarant Comment rater complètement sa vie en onze leçons (Payot, 2002), ou du glaçant (et non moins hilarant) L'Embaumeur (Fayard, 2004); d'un défenseur inlassable de la langue française; d'un plaisantin, à qui il arrivait de se promener un marqueur blanc en poche, avec lequel il ajoutait les accents manquants aux plaques des rues parisiennes...

[► Lien via Europresse](#)

TV 5 Monde

18 mars 2019

Avec Georges Haddad, à propos du concours international d'éloquence de l'université

64' le monde en français - 1re partie

Sommaire :

C'est la semaine de la langue française et de la francophonie. Un événement que l'on vous fait vivre avec de nombreux invités : Jean-Paul de Gaudemar, recteur de l'Agence universitaire de la Francophonie, Boris Legba, lauréat béninois de Concours international d'éloquence 2018, Georges Haddad, président de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, et puis Patrick Sominin reçoit l'écrivain Tahar Ben Jelloun pour parler de son nouveau roman « L'insomnie ».

[► Lien vers l'émission](#)

Blog Médiapart

17 mars 2019

A propos de l'agression de professeurs de l'université vendredi 15 mars 2019

La présomption d'innocence à l'épreuve de #Balancetonporc

L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dénonce avec la plus extrême fermeté l'agression verbale et physique dont ont été victimes hier soir sur le site du Panthéon un professeur et des avocats participant à un débat organisé par une association étudiante, sur le thème de « La présomption d'innocence à l'épreuve de #Balancetonporc ».

« L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne dénonce avec la plus extrême fermeté l'agression verbale et physique dont ont été victimes hier soir sur le site du Panthéon un professeur et des avocats participant à un débat organisé par une association étudiante, sur le thème de « La présomption d'innocence à l'épreuve de #Balancetonporc ». De tels agissements sont parfaitement indignes, portent atteinte à notre communauté toute entière, et ne méritent aucune mansuétude. L'Université exprime sa vive sympathie à celles et ceux qui les ont subis, ainsi qu'aux agents de sécurité qui ont également été invectivés. Elle donnera à cet incident inadmissible toutes les suites pénales et disciplinaires qui s'imposent. - Le Président de l'Université, Georges Haddad » 15 Mars 2019 à 15:44

[► Lien vers l'article](#)

Jeune Afrique

14 mars 2019

L'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne fait partie des partenaires

L'université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée ouvrira à la rentrée 2019

Résultat d'un partenariat entre la France et la Tunisie. L'établissement ouvrira ses portes à la rentrée 2019 et veut capter des centaines d'étudiants tunisiens, subsahariens et européens.

Mi-février à Paris, un protocole d'accord entre les ministres tunisien et français de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a été signé pour la création de l'Université franco-tunisienne pour l'Afrique et la Méditerranée (UFTAM).

Près de 250 étudiants composeront, à la rentrée 2019, la première cohorte de cet établissement conçu pour être un véritable lieu de savoir capable d'accueillir, de former et d'héberger plusieurs centaines d'étudiants tunisiens, subsahariens et européens.

[► Lien via Europresse](#)

ONU Info

13 mars 2019

Onanga-Anyanga titulaire d'un DEA en sciences politiques de l'université

« Le Gabonais Parfait Onanga-Anyanga nommé envoyé de l'ONU pour la Corne de l'Afrique »

M. Onanga-Anyanga possède une vaste expérience au sein des Nations Unies, notamment sur les questions africaines.

Jusqu'à fin février, il était le Représentant spécial du Secrétaire général pour la République centrafricaine et Chef de la Mission multidimensionnelle intégrée pour la stabilisation des Nations Unies en République centrafricaine (MINUSCA). Un poste qu'il a occupé à Bangui pendant près de trois ans et demi et qu'il a quitté quelques semaines après la conclusion d'un accord de paix entre le gouvernement centrafricain et 14 groupes armés.

En 2015, M. Onanga-Anyanga a coordonné depuis le siège des Nations Unies la réponse de l'Organisation à la crise créée par le groupe terroriste Boko Haram qui sévit au Nigeria et est également actif au Cameroun, au Tchad et au Niger. Auparavant, il a été chef du Bureau des Nations Unies au Burundi (BNUB) et coordonnateur principal à l'échelle du système des Nations Unies pour ce pays d'Afrique centrale (2012-2014).

[► Lien vers l'article](#)

Action française pour le jeu vidéo

11 mars 2019

A propos de la semaine sur la pop culture japonaise à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Nihon Pop Sorbonne - La semaine de la pop culture Japonaise

La culture populaire du Japon a pris une place singulière au sein des sociétés occidentales contemporaines. En France, notamment, cet engouement a traversé plusieurs générations.

Parfois déconsidérée, la pop culture japonaise est pourtant un objet d'étude extrêmement riche. Elle se décline en divers modes d'expression (animation, manga, musique, jeu vidéo...) et constitue un prisme original sur la société dont il ne revient qu'à la recherche universitaire de se saisir.

C'est ainsi qu'est née l'idée de créer l'événement "Nihon pop Sorbonne" : nihon signifiant Japon, pop désignant la pop culture et Sorbonne marquant le fait que l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne accueille cette initiative.

[► Lien vers l'article](#)

ActuaLitté

11 mars 2019

A propos du concours d'éloquence de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

La 5e édition du festival Quartier du Livre dévoile son programme

Pour la cinquième année consécutive, le festival Quartier du Livre vous donne rendez-vous du 15 au 22 mai 2019 dans le Ve arrondissement de Paris. À l'approche des élections européennes du 26 mai 2019, et dans un contexte de crise pour le vieux continent, le festival a choisi comme fil rouge « la littérature et l'Europe ». Au programme : des prix, des balades littéraires, et des rencontres.

Créé en 2015 par la Maire du Ve arrondissement Florence Berthout, le festival Quartier du Livre célèbre le livre dans tout un quartier, et pas des moindres. Le Quartier latin occupe une place à part entière dans l'Histoire, fort de sa vocation intellectuelle quasi millénaire. C'est encore l'un des quartiers qui accueille la plus dense concentration au monde de libraires et maisons d'édition.

[► Lien vers l'article](#)

Diploweb.com

8 mars 2019

A propos de la conférence organisée à la Sorbonne par Diploweb.com et l'Association des Étudiants et Alumni du MRIAIE Paris 1 Panthéon Sorbonne, avec le Centre géopolitique et l'Ifri

Vidéo. International : l'Etat est-il "has been" ? "

Conférence organisée à la Sorbonne par Diploweb.com et l'Association des Étudiants et Alumni du MRIAIE Paris 1 Panthéon Sorbonne, en synergie avec le Centre géopolitique et l'Ifri, avec Marc Hecker rédacteur en chef de « Politique étrangère » (Ifri), Frédéric Ramel, professeur des universités et directeur du département de science politique à Sciences Po Paris, François Gaulme, chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri, et Julien Nocetti, chercheur auprès de l'Ifri. Images et son : Fabien Herbert. Photos : Léa Gobin. Montage : Fabien Herbert et Pierre Verluise.

Invitez-vous en Sorbonne. Vidéo de la conférence : International : l'État est-il « has been » ? Avec Marc Hecker rédacteur en chef de « Politique étrangère » (Ifri), Frédéric Ramel, professeur des universités et directeur du département de science politique à Sciences Po Paris, François Gaulme, chercheur associé au Centre Afrique subsaharienne de l'Ifri, et Julien Nocetti, chercheur auprès de l'Ifri.

[► Lien vers l'article](#)

Enseignants – chercheurs, professeurs et maîtres de conférence

Le Monde.fr

28 mars 2019

Tribune signée par des professeurs de l'université

« L'indépendance des chercheurs n'est pas négociable »

Près de 200 universitaires signent une tribune dénonçant les tentatives d'interférence dans les processus de publication de la revue « Afrique contemporaine ».

Tribune. Le rédacteur en chef d'*Afrique contemporaine*, une revue académique, a récemment démissionné à cause de la suspension *sine die* d'un dossier consacré aux conflits du Mali. Sa décision a été motivée par des interférences politiques de la part du bailleur financier de la revue, l'Agence française de développement (AFD). Elle met en évidence plusieurs problèmes qui dépassent la seule question du Mali et du contenu d'articles qui avaient été dûment validés par des référés anonymes puis par le conseil scientifique d'*Afrique contemporaine*.

[► Lien vers l'article](#)

France Inter

27 mars 2019

Avec Sabine Barles, professeure d'urbanisme et d'aménagement

Depuis quand, les déchets ?

Jusqu'à la fin du XIX^{ème}, le mot « déchet » de « déchoir » était beaucoup moins utilisé qu'aujourd'hui. Il désignait seulement la quantité perdue dans l'emploi d'un produit. Un vocabulaire riche et imagé permettait en revanche de nommer les ordures, les gadoues, les raclasses pour ce qu'elles étaient : des matières qui enveloppaient bien des richesses. C'étaient des dépôts de détritus réutilisables. Des mines de chiffons, d'os, d'azote, d'engrais. Des trésors odorants et savoureux dont la ville devait rendre compte à la terre. On raconte que, parfois, les cultivateurs, non contents de les sentir, les goutaient pour savoir ce qu'elles apporteraient à leurs fermes. Elles ne servaient d'ailleurs pas seulement à l'agriculture mais aussi bien à l'industrie. Les os de bœuf et de mouton ramassés dans les rues de Paris servaient ainsi à fabriquer des articles de Paris – peignes, manches, boutons...

[► Lien vers l'émission](#)

La Matinale du Monde

27 mars 2019

Tribune signée par des professeurs de l'université

« Philippe de Villiers n'a pas le droit de falsifier l'histoire de l'UE au nom d'une idéologie »

Ancien ministre, ancien président du Mouvement pour la France (MPF) et fondateur du Puy-du-Fou, Philippe de Villiers publie, à deux mois des élections européennes, qui doivent avoir lieu les 25 et 26 mai, J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu (Fayard, 416 p., 23 euros), dans lequel il revient sur les origines de la construction européenne. Selon lui, les pères fondateurs de l'Union, dont Jean Monnet, auraient conspiré contre les peuples du Vieux Continent, avec l'aide de plusieurs institutions et fondations américaines, comme la Fondation Ford. Il accuse également Robert Schuman d'avoir travaillé sous les ordres du maréchal Pétain pendant la seconde guerre mondiale. Retiré de la vie politique, cet europhobe convaincu dit « chercher la vérité » et se donne pour mission de « débusquer les mensonges ». D'éminents historiens européens réagissent aux propos du pamphlétaire, démontant une à une ses insinuations.

[► Lien via Europresse](#)

The Conversation

26 mars 2019

Avec Jérôme Caby, professeur à l'IAE

Pourquoi il ne faut pas (trop) s'inquiéter du niveau d'endettement des entreprises françaises

Le 13 mars 2019, S&P Global Ratings a indiqué que l'endettement des entreprises françaises avait atteint un niveau record, 4 000 milliards d'euros, représentant 175 % du PIB contre 135 % il y a 10 ans, alors que celui-ci avait plutôt baissé dans les autres pays européens. Ce niveau très élevé préoccupe également la Banque de France depuis plusieurs mois. Le Haut Conseil de stabilité financière (HCSF) a de son côté annoncé le 18 mars un renforcement de ce que les autorités appellent « le coussin contra-cyclique », à savoir un matelas de fonds propres imposé aux banques en fonction de leur exposition au marché français. Cette décision a d'ailleurs agacé les banques françaises qui considèrent qu'il s'agit d'un signal contradictoire dans un contexte de ralentissement de la croissance économique. Dès lors, faut-il s'inquiéter de cette augmentation de la dette des entreprises non financières ?

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

25 mars 2019

Avec Frédéric Sojcher, directeur du département du master pro cinéma

Apprendre à faire des films à l'université

De la même manière que toute personne sachant lire et écrire ne devient pas automatiquement écrivain, la capacité à manier caméra numérique ou smartphone ne fait pas de vous un cinéaste. La démocratisation de l'accès aux appareils de prise de vue est trompeuse. Sur les réseaux sociaux, nous sommes face à un océan d'images et de sons, sans pour autant que tous ces « bouts de films » ne dépassent le cadre anecdotique d'une prise sur le vif, d'un selfie, d'une approche potache ou égotique.

S'il ne suffit pas d'un savoir-faire technique pour passer d'une simple tentative de communication à un travail artistique, comment former alors de futurs réalisateurs ? Quel cursus envisager pour transmettre le sens de la narration et les enjeux de la mise en scène à des cinéastes en herbe ?

[► Lien vers l'article](#)

Algérie360.com

25 mars 2019

Avec Adlene Mohammadi, docteur en géographie

Adlene Mohammadi, docteur en géographie politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne : “Un pouvoir avec lequel personne n’a envie de dialoguer est voué à disparaître”

Né à Alger, où il y a vécu jusqu’en 2005, Adlene Mohammadi est docteur en géographie politique à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Spécialiste de la politique arabe de la Russie, il nous livre, dans cet entretien, une analyse exhaustive sur le contexte politique qui prévaut actuellement en Algérie. Selon lui, le projet de transition que propose le régime de Bouteflika n’est qu’une ruse, et s’il venait à être mis en place, il pourrait durer autant de temps que le gouvernement voudrait, car il procède d’une intention malhonnête et est surtout hors cadre légal.

[► Lien vers l'article](#)

Amicus Radio

25 mars 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit public

“A quoi sert une constitution?” par Dominique Rousseau (3/5)

Troisième partie

La Constitution crée l'espace d'exercice de la citoyenneté.

Invité

Dominique Rousseau est juriste, docteur en droit et professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Vous avez entendu

Rare Facts, I Have a Dream speech by Martin Luther King Jr (subtitled) [vidéo en ligne]. YouTube, 7 novembre 2017 [vue le 06 mars 2019] <https://www.youtube.com/watch?v=vP4iY1TtS3s>

Bibliographie

Dominique Rousseau, Radicaliser la démocratie, Essai Seuil, 2018

J.J. Chevallier, G.Carcassonne, O.Duhamel, Julie Benetti, Histoire de la Vème République, Editions Dalloz, 2017 (6ème édition)

D. Rousseau, P-Y Gahdoun, Julien Bonnet, Droit du contentieux constitutionnel, Editions Lextenso, 2018

[► Lien vers l'émission](#)

Mediapart

23 mars 2019

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

350 universitaires se déclarent « complices » des gilets jaunes

« Prenant acte de cette aggravation exponentielle des tendances autoritaires du pouvoir et des institutions, nous enjoignons toutes et tous les ami.es de la liberté à ne pas céder un pouce de terrain face à la répression et à s'organiser pour y faire face. »

Universitaires, nous nous déclarons « complices » des gilets jaunes face aux dérives autoritaires du pouvoir

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un nouvel éborgné ce jour-là), le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent. Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les rassemblements dans des zones entières, créer des "unités anticasseurs" aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

[► Lien vers l'article](#)

Révolution permanente

23 mars 2019

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

Tribune. Universitaires, nous nous déclarons « complices » des gilets jaunes face aux dérives autoritaires du pouvoir

Un large collectif d'universitaires demande instamment « l'arrêt de l'utilisation des armes de guerre dans des opérations de maintien de l'ordre » et apporte leur soutien aux prochains rassemblements de gilets jaunes face aux « graves dangers » que la nouvelle politique du gouvernement fait peser sur les libertés publiques et les droits humains. Nous relayons leur tribune.

Le 18 mars 2019, au moment où 65 personnalités intellectuelles participaient à un simulacre de débat avec le président de la République, et après avoir limogé un préfet de Paris jugé encore trop avare en LBD et grenades (malgré de nombreux blessés dont un éborgné), le Premier ministre annonçait une série de mesures répressives sans précédent. Non content d'interdire administrativement de manifestation des individus supposés dangereux, le gouvernement entend maintenant empêcher les rassemblements dans des zones entières, créer des « unités anticasseurs » aux pouvoirs renforcés et utiliser des drones et des moyens de marquage chimique des manifestants.

[► Lien vers l'article](#)

RFI

23 mars 2019

Avec Carine Staropoli, maitresse de conférences en sciences économiques

Eco d'ici Eco d'ailleurs, Podcast : Les partenariats public privé, une panacée?

Lors de son récent déplacement en Ethiopie et au Kenya, le président français Emmanuel Macron a annoncé la signature de quelques contrats entre de grandes entreprises françaises de travaux publics et le gouvernement kenyan. Parmi les réalisations annoncées, une autoroute au départ de Nairobi et sa gestion pendant trente ans. Quand une entreprise privée construit et exploite une infrastructure pour le compte d'une collectivité, d'une région, d'un Etat, on parle de partenariat public privé. PPP, trois initiales qu'on entend souvent quand il s'agit de convaincre que le financement sera indolore. Cela vaut pour les pays africains comme en Europe ou en Amérique latine. Mais est-ce si indolore que cela ? Ces partenariats publics privé sont-ils efficaces, contribuent-ils à la meilleure gestion des finances publiques ou sont-ils des leurres ? Questions posées par Jean-Pierre Boris à ses deux invitées.

[► Lien vers l'émission](#)

Digital Congo.net

23 mars 2019

Avec Jean Dinyendje Longelo, docteur en sociologie

Dans un ouvrage paru chez Edilivre, Jean Dinyendje et Roger-Vincent Kapalayi décortiquent les problèmes d'urbanisation pour le développement de l'Afrique

Il vient de paraître l'ouvrage intitulé : "Migrations comparées et problèmes de développement de l'Afrique" qui se propose de corriger les fléaux dévastateurs et remettre l'homme au centre des programmes de développement.

L'Afrique se désarticule au gré des mouvements imprévisibles des populations. D'où, l'entrée dans les discours courants des concepts comme fuite de cerveaux, exode rural, déplacés internes, migrants, résidents précaires, urbanisation des populations...

Dans la majorité des cas, les situations ainsi engendrées mettent en mal les programmes de développement. Dans la mesure où, le cliché qui s'en dégage est celui des peuples incapables d'entretenir des rapports stables avec leurs terres. Dès lors, les attentes sociétales en termes de paix durable, de sécurité et de développement durable, de transformation des richesses se compromettent. Pour corriger ces fléaux dévastateurs et véritablement remettre l'homme au centre des programmes de développement, le scientifique s'assume, au regard de sa mission de phare de la société.

[► Lien vers l'article](#)

Marianne.net

22 mars 2019

Avec Jézabel Coupepy-Soubeyran, maîtresse de conférences en sciences économiques

Finance verte : bientôt la fin des entourloupes de greenwashing ?

Emmanuel Macron a proposé la création d'une "banque européenne du climat pour financer la transition écologique". A en croire plusieurs associations écolos, la "finance verte" serait l'une des solutions à l'urgence écologique et climatique. Elle repose pourtant encore trop souvent sur une simple politique du "moins pire"...

« Si le climat était une banque, on l'aurait déjà sauvé ». Ce slogan, entendu pour la première fois en 2009 dans des manifestations écologistes, est désormais scandé par l'économiste Pierre Larrourou, le climatologue Jean Jouzel et les quelque 600 personnalités qui ont rejoint l'appel Finance-Climat depuis décembre 2017. Leur but : interpellier l'Union Européenne sur le manque de moyens financiers alloués à la lutte contre le réchauffement climatique.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

21 mars 2019

Avec Gilles Dorronsoro, professeur de science politique

Musique : Cléa Vincent / Justice : les vertus de la transparence / Afghanistan /

Les Enjeux Internationaux par Xavier Martinet :

Afghanistan : réintégration des Talibans, la liberté ou la paix ? Déjà décalée au 20 juillet, l'élection présidentielle a encore été reportée hier au 28 septembre. Cette décision intervient alors que depuis deux mois, les Talibans sont en pourparlers directs avec les USA qui négocient leur retrait annoncé. Kaboul est-elle hors jeu, et la démocratie afghane avec ?

Xavier Martinet s'entretient avec Gilles Dorronsoro, professeur de science politique à l'Université Paris I et membre sénior de l'Institut universitaire de France.

[► Lien vers l'émission](#)

Geo.fr

21 mars 2019

Avec Frédéric Régent, maître de conférences en histoire

Esclavage : le Code noir, un progrès ?

Frédéric Régent, maître de conférences à Paris I Panthéon-Sorbonne, président du Comité national pour la mémoire et l'histoire de l'esclavage et auteur de *La France et ses esclaves* (éd. Fayard, 2012), répond à nos questions.

GEO Histoire : En quoi consiste le Code noir ?

Frédéric Régent : Ce texte s'est tout d'abord appelé l'édit de 1685 avant de prendre le nom de Code noir en 1718, à l'initiative d'un éditeur parisien. Avant sa promulgation, la législation des colonies émanait de décisions locales, soit du fait du gouverneur, soit du Conseil souverain [l'équivalent des cours de justice en France]. On assistait donc à des disparités entre colonies, d'autant que, sur le territoire français, l'esclavage était officiellement interdit et qu'il n'existait aucune législation. Cet édit était une façon de réaffirmer le pouvoir royal sur les colonies au détriment de celui des maîtres.

[► Lien vers l'article](#)

Jeune Afrique

21 mars 201

Avec Nedjib Sidi Moussa, docteur du CRPS

Algérie : « Les protestataires ne veulent pas reproduire un scénario à l'égyptienne »

Alors que la contestation au régime Bouteflika est souvent qualifiée d'inédite, l'universitaire Nedjib Sidi Moussa replace le mouvement actuel dans une perspective historique, analysant notamment les différents symboles et figures repris au cours des manifestations. Entretien.

Nedjib Sidi Moussa est docteur en sciences politiques à l'Université Panthéon-Sorbonne, à Paris. Né en 1982 à Valenciennes dans une famille de réfugiés messalistes et engagé à gauche, il a récemment publié *Algérie, une autre histoire de l'indépendance. Trajectoires révolutionnaires des partisans de Messali Hadj*. Un sujet qui prend une résonance particulière dans le contexte actuel, alors que des manifestants sont descendus dans les rues avec des portraits de l'un des pères fondateurs du nationalisme algérien, dont les partisans furent mis en minorité par un Front de libération nationale (FLN) devenu hégémonique.

[► Lien via Europepress](#)

Télé-Loisirs.net

21 mars 2019

Avec Romane Beaufort et Lucas Melissent, étudiants à l'IDUP

Game of Thrones (saison 8) : empoisonnés, dévorés par un animal, écorchés... Les morts plus cruelles depuis le début de la série

Depuis le début de Game of Thrones, les morts, on ne les compte plus ! Mais Télé-Loisirs vous propose un petit récapitulatif sous forme d'infographie des trépas les plus originaux.

Depuis le lancement de Game of Thrones en 2011 sur la chaîne américaine HBO, le compteur des personnages morts s'est affolé plus d'une fois pour atteindre, en fin de saison 7, le nombre de 174 373 décès, selon le site Game of Canada. Parmi ces trépas, des figurants dans des batailles, des personnages secondaires mais aussi des protagonistes comme Ned Stark (Sean Bean) dès la saison 1, Viserys (Harry Lloyd) et sa couronne fondue en saison 1, Oberyn (Pedro Pascal) et son crâne totalement explosé en saison 4, et bien d'autres...

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

21 mars 2019

Avec Laurent Frajerman, chercheur associé au centre d'Histoire sociale des mondes contemporains

Grève des enseignants très suivie dans le primaire

Un quart des professeurs des écoles et 8 % de ceux du secondaire ont répondu à l'appel des syndicats.

C'est un chiffre qui sonne un peu comme une surprise : le 19 mars, 24 % des professeurs des écoles étaient en grève, selon le ministère de l'éducation nationale, 41 %, selon le SNUipp, syndicat majoritaire dans le premier degré, qui annonçait des taux de grévistes allant jusqu'à 70 % dans certains départements. Dans le second degré, la grève a été plus suivie que les précédentes, avec 8 % de grévistes, selon le ministère, le double, selon les syndicats.

C'est un chiffre qui sonne un peu comme une surprise : le 19 mars, 24 % des professeurs des écoles étaient en grève, selon le ministère de l'éducation nationale, 41 %, selon le SNUipp, syndicat majoritaire dans le premier degré, qui annonçait des taux de grévistes allant jusqu'à 70 % dans certains départements. Dans le second degré, la grève a été plus suivie que les précédentes, avec 8 % de grévistes, selon le ministère, le double, selon les syndicats.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

20 mars 2019

Avec Laurent Frajerman, membre du centre d'histoire sociale du XXe siècle

Pourquoi la grève a été très suivie par les enseignants de primaire

Un quart des professeurs des écoles et 8 % de ceux du secondaire ont répondu à l'appel des syndicats, mardi. Violaine Morin

C'est un chiffre qui sonne un peu comme une surprise : le 19 mars, 24 % des professeurs des écoles étaient en grève, selon le ministère de l'éducation nationale, 41 %, selon le SNUipp, syndicat majoritaire dans le premier degré, qui annonçait des taux de grévistes allant jusqu'à 70 % dans certains départements. Dans le second degré, la grève a été plus suivie que les précédentes, avec 8 % de grévistes, selon le ministère, le double, selon les syndicats.

La forte mobilisation des enseignants du premier degré a de quoi surprendre, alors que les réformes en cours concernent au premier chef les enseignants du lycée, qui verront les filières générales S, L et ES supprimées à la rentrée 2019.

[► Lien via Europresse](#)

Le Monde

20 mars 2019

Avec Katheline Schubert, professeure en macro-économie, économie de l'environnement

Fiscalité verte : le plan pour ressusciter la taxe carbone tout en veillant à la justice fiscale

Le Conseil d'analyse économique propose de redistribuer les recettes de la taxe aux 50 % de Français les plus modestes selon leur lieu d'habitation. Audrey Tonnelier

Il faut sauver la taxe carbone ! A la fois étincelle qui a mis le feu aux poudres de la révolte des « gilets jaunes », et symbole des ratages de l'exécutif sur la transition écologique, la fiscalité verte est au centre d'une note que le Conseil d'analyse économique (CAE), un think tank rattaché à Matignon, a publié mercredi 20 mars. Avec une idée phare : il reste possible de concilier la justice fiscale réclamée depuis des semaines par les Français, avec la nécessité de s'attaquer aux enjeux du réchauffement climatique.

« L'image des deux défilés simultanés du samedi 16 mars à Paris - celui des "gilets jaunes" et la "Marche du siècle" pour le climat - est symbolique des contradictions auxquelles doit faire face le gouvernement : une fiscalité écologique est indispensable, mais elle se doit d'être juste d'un point de vue social », résume Philippe Martin, patron du CAE, qui participa au programme économique d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2017.

[► Lien via Europresse](#)

Labo.Fnac.com

19 mars 2019

Avec Michel Poivert, enseignant-chercheur en histoire de l'art, photographie

Photo Talks : le nouvel événement photo de Huawei

Dans le cadre de son programme Next-Image, Huawei a inauguré son premier "Talks" dédié à la photographie de demain au Musée du Jeu de Paume. Un événement qui permet à la marque de mettre en avant ses smartphones et veut apporter un nouveau regard sur la photo.

Huawei organise depuis 2017 un concours photo baptisé Next Image. La marque a annoncé fin 2018 les lauréats de la deuxième édition d'un concours qui récompense les clichés réalisés avec un modèle Huawei. Derrière l'événement qui témoigne des nets progrès réalisés dans le domaine de la photo par les smartphones, l'opération permet à l'ambitieux constructeur de communiquer autour de ses appareils. Et Huawei est bien décidé à développer son programme dédié à la photographie contemporaine.

[► Lien vers l'article](#)

C News

19 mars 2019

Avec Serge Ollivier, membre du centre d'histoire sociale du XXe siècle

Le Venezuela à l'agonie

Tandis que la bataille entre le président Nicolas Maduro et l'opposant Juan Guaido n'en finit plus au Venezuela, la situation des habitants empire chaque jour.

Au bord du précipice. Alors que le Venezuela est en plein marasme depuis des semaines, l'ONU a décidé de prendre le problème à bras-le-corps. La situation du pays sera en effet ce mercredi 20 mars au centre des discussions lors de la réunion du Conseil des droits de l'Homme de l'organisation internationale à Genève.

L'objectif, tenter de trouver des solutions à la crise humanitaire qui a poussé 2,7 millions d'habitants à l'exil depuis 2015. Elle se double depuis plusieurs semaines d'un conflit politique, né après l'autoproclamation de l'opposant Juan Guaido comme président du Venezuela le 23 janvier, alors que le chef d'Etat en exercice, Nicolas Maduro, s'accroche au pouvoir.

[► Lien vers l'article](#)

L'Humanité

18 mars 2019

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

SOS Démocratie en péril

Pour une coordination nationale anti-répression.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence sous la présidence de François Hollande et d'une législation liberticide par Emmanuel Macron, des milliers de citoyen.ne.s, de jeunes même mineur.e.s, de militant.e.s et d'élu.e.s notamment, ont connu le « talon de fer » dans le cadre d'interventions policières et de suites judiciaires: agressions physiques, blessures et morts, arrestations, perquisitions, condamnations, assignations à résidence, contrôles..... Cette répression, d'abord appliquée aux quartiers populaires et aux concitoyen.ne.s descendant d'immigrations et souvent originaires, comme les migrant.e.s, de pays encore soumis à la prédation néo-coloniale, s'est vue étendre à l'ensemble du mouvement social et écologique.

[► Lien vers l'article](#)

Arte

18 mars 2019

Avec Bastien Francois, enseignant-chercheur en science politique (2nde partie d'émission)

28 Minutes Peter Sloterdijk / La démocratie représentative à bout de souffle ? (18/03/2019)

Entretien avec le philosophe Peter Sloterdijk, qui s'enquiert du sort de l'Europe à travers les thématiques de l'immigration, du Brexit, de la cohésion sociale et de la nation / La démocratie représentative est-elle à bout de souffle ? Débat avec Pierre-Henri Tavoillot, philosophe, Bastien François, politologue, et Jannick Alimi, rédactrice en chef adjointe au service Politique du Parisien.

Peter Sloterdijk : le populisme, pulsion suicidaire de l'Europe

Mondialement connu et reconnu depuis sa "Critique de la raison cynique", saluée par Jürgen Habermas en personne, Peter Sloterdijk est l'un des penseurs majeurs des XXe et XXIe siècles. Né il y a 71 ans en Allemagne, il a appris à aimer la France qu'il considère comme son "éternelle fiancée", et décrit l'Europe comme "une association de nations de perdants". Son prochain ouvrage à paraître, "Réflexes primitifs.

[► Lien vers le replay \(disponible jusqu'au 18 mai 2019\)](#)

Amicus Radio

18 mars 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit public

A quoi sert une constitution ? par Dominique Rousseau (2/5)

Seconde partie

La Constitution met en représentation la division entre gouvernés et gouvernants.

Invité

Dominique Rousseau est juriste, docteur en droit et professeur de droit constitutionnel à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers l'émission](#)

L'Express

16 mars 2019

Avec Flavien Villard, doctorant en histoire grecque

Décomplexé. J'ai un petit pénis, et alors ?

La taille de leur pénis complexe beaucoup d'hommes. Elle n'a pourtant pas grand-chose à voir avec le plaisir sexuel.

Compléments alimentaires à base "de poivre, ginseng et palmier nain", extenseur, pompe à vide : taper "petit pénis" sur Google, c'est tomber sur une liste longue comme le bras de remèdes destinés à faire gagner quelques centimètres.

Onéreux, non reconnus par la communauté scientifique, voire interdits en France, ces gadgets n'ont pas démontré leur efficacité. Ils ont toutefois le mérite de prouver l'ampleur d'une obsession qui commence parfois aux premières heures de la vie. "À la naissance de notre fils, mon mari n'a pas pu s'empêcher d'examiner son pénis sous tous les angles. Il a demandé au moins cinq fois au pédiatre s'il était normal", se souvient Claire, 31 ans.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

16 mars 2019

Avec Robert Frank, professeur émérite d'histoire

Les convulsions du Brexit et l'Europe (en direct du salon du livre de Paris)

Le Brexit approche et divise comme jamais l'opinion britannique, tandis que les contradictions continuent. Quel avenir pour les relations entre la Grande-Bretagne et l'Union européenne? Les sociétés européennes sont en crise. Aux antipodes, la Nouvelle Zélande vient d'être frappée par le terrorisme.

« Notre (Grande) Bretagne — dépend de la masse du monde, sans faire corps avec elle (Shakespeare, Cymbeline, 1611 cité par Robert Frank à propos de la "sublime ambivalence qui va caractériser pour les siècles à venir", le Royaume Uni)

Autour de Christine Ockrent

Robert Frank, professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, spécialiste de l'histoire européenne et des relations internationales. Il a publié en octobre 2018 *Etre ou ne pas être européen ? : les Britanniques et l'Europe du XVIIe siècle au Brexit* chez Belin.

[► Lien vers l'émission](#)

France Info

15 mars 2019

Avec Khadija Mohsen-Finan, docteure en histoire du Maghreb contemporain et chargée de cours au master relations internationales

Quand vous êtes empêché d'exister, vous avez peu d'impact : pourquoi, en Algérie, l'opposition reste sans voix

Des milliers de manifestants réclament depuis plusieurs semaines le départ du président Abdelaziz Bouteflika, mais l'absence de grands leaders d'opposition interroge sur les possibilités d'une transition politique dans le pays.

Ils ne désarment pas. Les Algériens descendent une nouvelle fois dans les rues, vendredi 15 mars, pour réclamer un départ d'Abdelaziz Bouteflika, 82 ans, à la tête du pays depuis 1999. Ce dernier a annoncé lundi ne pas briguer de cinquième mandat et le report de l'élection présidentielle. Mais les manifestants dénoncent une manœuvre du pouvoir pour gagner du temps.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

15 mars 2019

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférence en économie

De la BD au roman : l'économie autrement

Depuis quelques temps, l'économie est devenue matière à fiction. Romans et bande dessinées, abordant des thèmes comme la crise financière ou la faillite, ont envahi les rayons des librairies. La fiction est-elle le rempart au langage économique trop technique et comment vulgariser cette discipline ?

[▶ Lien vers l'émission](#)

Blog Médiapart

15 mars 2019

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

SOS Démocratie en péril

En écho aux manifestations unitaires des Gilets jaunes, du mouvement social et des quartiers populaires, cette tribune, à l'initiative d'une centaine d'intellectuel·le·s et de militant·e·s, préconise de constituer une coordination nationale anti-répression.

Depuis l'instauration de l'état d'urgence sous la présidence de François Hollande et d'une législation liberticide par Emmanuel Macron, des milliers de citoyen·ne·s, de jeunes même mineur·e·s, de militant·e·s et d'élu·e·s notamment, ont connu le "talon de fer" dans le cadre d'interventions policières et de suites judiciaires: agressions physiques, blessures et morts, arrestations, perquisitions, condamnations, assignations à résidence, contrôles... Cette répression, d'abord appliquée aux quartiers populaires et aux concitoyen·ne·s descendant d'immigrations et souvent originaires, comme les migrant.e.s, de pays encore soumis à la prédation néo-coloniale, s'est vue étendre à l'ensemble du mouvement social et écologique.

[▶ Lien vers la tribune](#)

Libération

15 mars 2019

Avec, parmi les signataires, Jérôme Valluy, maître de conférences en sciences de l'information et de la communication

Tribune : SOS Démocratie en péril

Une centaine d'intellectuels et de militants appellent à constituer une coordination nationale antirépression face aux violences policières exercées contre les mouvements sociaux et dans les quartiers populaires.

SOS Démocratie en péril

Tribune. En écho aux manifestations unitaires des gilets jaunes, du mouvement social et des quartiers populaires, cette tribune, à l'initiative d'une centaine d'intellectuel·le·s et de militant·e·s, préconise de constituer une coordination nationale antirépression.

[► Lien vers la tribune](#)

L'Humanité

15 mars 2019

Avec, parmi les signataires, David Christoffel, membre de l'Espas

La Maison des écrivains et de la littérature est en danger !

Appel de 200 chercheurs et universitaires de plus de 20 pays.

Il y a vingt, trente ans de cela, l'on doutait que la France eût encore une littérature. Ses grands écrivains avaient disparu, leurs œuvres étaient derrière nous. Des livres majeurs, pourtant, venaient d'être écrits, sans que l'on s'en aperçût, des écrivains nouveaux apparaissaient que l'on célèbre aujourd'hui comme nos plus grands contemporains. Pour que l'on s'en avise, il a fallu que des critiques littéraires, des médiateurs culturels, des libraires avisés, des universitaires montrent la valeur de ces œuvres encore jeunes. Il a fallu surtout qu'une institution soutienne ces œuvres naissantes, favorise les échanges entre ces lecteurs attentifs venus d'horizons si différents et dont les confréries diverses se méconnaissaient trop. Cette institution a un nom : la Maison des écrivains et de la littérature (MEL). Fondée il y a plus de trente ans, cette Maison n'est pas une simple association d'auteurs : elle est le lieu d'initiatives nombreuses et fructueuses, en faveur de la littérature et de l'éducation artistique et culturelle.

[► Lien vers la tribune](#)

L'Humanité

15 mars 2019

Avec Michel Pigenet, Professeur émérite en histoire contemporaine

Tout change après la libération de Paris

L'adoption, le 15 mars 1944, du programme du CNR traduit les débats au sein de la Résistance et débouche sur la tenue des « états généraux de la Renaissance », puis la prise de pouvoir.

Michel Pigenet Historien, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne

Dans quel contexte le texte les Jours heureux est-il adopté et que traduit-il des rapports de forces existants ?

michel pigenet Le 15 mars 1944, le Conseil national de la Résistance (CNR) adopte à l'unanimité un texte ambitieux destiné à guider son action. Dix mois après sa création, le 27 mai 1943, l'accord sur un « programme » exprime la volonté de lier les objectifs de libération du pays et de construction d'une France nouvelle. Il n'allait pas de soi d'associer des forces aussi différentes que huit « mouvements » de résistance, deux centrales syndicales - la CGT et la CFTC - et six partis allant des communistes à la droite républicaine.

[► Lien via Europresse](#)

L'œil de la photographie.com

14 mars 2019

Avec Jeanette Zwingerberger, chargée d'enseignement en arts

Juul Kraijer – Morphogénèse, la vie des forme

« L'homme a été appelé par les anciens microcosme [...]. Car de même qu'il est un composé de terre, eau, air et feu, de même le corps de la terre. Si l'homme a les os, support et armature de la chair, le monde a les rochers comme supports de la terre ; si l'homme porte le lac du sang où le poumon se gonfle et dégonfle dans la respiration, le corps de la terre a son océan qui, lui, croît et décroît toutes les six heures en une respiration cosmique ; si les veines partent de ce lac de sang, en se ramifiant dans le corps humain, de même l'océan remplit le corps de la terre d'une infinité de veines d'eau. » (Léonard de Vinci)

Dans une série de photographies de Juul Kraijer : un serpent entoure un visage tel un châte ou une coiffe d'une peinture d'Holbein. L'écaille, qui s'apparente à un tissu organique, devient partie intégrante du corps. Dans un dessin, la chevelure abrite un buisson. Dans une autre scène, des moustiques envahissent un corps, celui-ci reste toutefois immobile.

[► Lien vers l'article](#)

Libération

14 mars 2019

Avec Marta Torre-Schaub, directrice de recherche, chercheure en droit de l'environnement

Affaire du siècle : Avec ce recours, on demande beaucoup de choses au juge administratif

Quelles suites juridiques pour le recours contre l'inaction de l'Etat sur le climat déposé ce jeudi par quatre ONG ? Entretien avec Marta Torre-Schaub, directrice de recherche au CNRS, enseignante en droit de l'environnement à Paris I et directrice du groupement de recherche Climalex.

«Affaire du siècle» : «Avec ce recours, on demande beaucoup de choses au juge»

Comme elles l'avaient annoncé mi-décembre, quatre ONG (Greenpeace, Oxfam France, Notre Affaire à tous et la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme) ont déposé ce jeudi auprès du tribunal administratif un recours en justice contre l'Etat français pour «*inaction*» face au changement climatique. Ou, plus précisément, une «*requête sommaire*», qui sera complétée par des «*mémoires complémentaires*» afin d'étayer leurs arguments.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde

14 mars 2019

Avec Marta Torre-Schaub, directrice de recherche, chercheure en droit de l'environnement

Marta Torre-Schaub : Le préjudice écologique fait partie du droit de l'environnement

Alors que les associations de l'« affaire du siècle » ont déposé jeudi un recours administratif contre l'Etat pour « inaction climatique », la fondatrice du réseau Droit et climat estime que les citoyens ont compris que le juge pouvait être « un levier pour contraindre l'Etat à appliquer des textes de loi » non respectés. Patricia Jolly

A l'occasion du dépôt du recours contre l'Etat pour « inaction climatique » de la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, Greenpeace France, Notre Affaire à tous et Oxfam France baptisé l'« affaire du siècle », Marta Torre-Schaub, directrice de recherches au CNRS à l'Institut des sciences juridiques et philosophiques à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne et fondatrice et directrice du réseau Droit et climat et du colloque ClimaLex, répond sur l'utilité de la justice climatique.

[► Lien via Europresse](#)

France Info Junior

14 mars 2019

Avec Arnaud Gossement, avocat en droit de l'environnement, enseignant à l'université

Qui est responsable de la pollution et du changement climatique ?

Alors que des associations attaquent l'Etat en justice l'accusant d'inaction climatique, des écoliers posent leurs questions sur ce sujet au micro de franceinfo junior. Pour leur répondre : Arnaud Gossement, avocat en droit de l'environnement, enseignant à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Les auteurs de la pétition "L'Affaire du siècle" ont déposé jeudi 14 mars un recours devant le tribunal administratif contre l'Etat français pour inaction climatique. Les quatre associations avaient déjà rassemblé plus de deux millions de signatures avec leur pétition. Cette plainte a pour but de juger la France sur son engagement et ses résultats dans la lutte contre le changement climatique. Une mobilisation pour le climat qui se joue aussi ailleurs, notamment dans la rue : une grève mondiale doit se tenir vendredi 15 mars. Cette mobilisation touche aussi la jeunesse, nous en parlions récemment dans franceinfo junior.

[► Lien vers le replay](#)

The Conversation

14 mars 2019

Avec Aurélie Condevaux, maitresse de conférences en Ethnologie, préhistoire et anthropologie biologique

Les sociétés « isolées », un fantasme de touriste

En novembre 2018, John Chau était tué dans les îles Andamans, en voulant accéder à l'île de Nord-Sentinel pour, disait-il, « apporter Jésus » à ses habitants.

Dans le même archipel, sur les îles Andaman du sud et centrale, les Jarawa connaissent une situation quasiment opposée à celle des Sentinelles, réputés vivre en complet isolement.

Là, à l'inverse, les tentatives pour interdire la présence des touristes – considérés comme porteurs d'une curiosité malsaine et d'influences néfastes – sont un échec plus ou moins total puisque ces derniers ont accès aux communautés îliennes et se comportent avec eux comme les Européens du XIXe siècle pendant les expositions coloniales leur jetant même des bananes.

[► Lire l'article](#)

Club Mediapart

14 mars 2019

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maîtresse de conférences en économie, et Rémi Beau, chercheur associé en philosophie

Les marchés carbone ne vont pas «rendre à notre planète sa grandeur », un collectif d'une centaine de signataires appelle les dirigeants européens à cesser de soutenir les nouveaux marchés carbone

Un collectif d'une centaine de signataires appelle les dirigeants européens à «cesser de soutenir les nouveaux marchés carbone incapables de remplir leurs objectifs environnementaux», et à mettre en place «un plan de désengagement progressif des énergies fossiles».

Faire face au changement climatique exige des politiques environnementales robustes, et non d'autres marchés carbone condamnés à échouer.

Les marchés des permis de polluer ont été un échec depuis quatorze ans, et il est établi qu'un grand nombre de projets de compensation carbone ont eu un impact social dévastateur. Malgré cela, les marchés carbone restent le principal outil politique de lutte contre le changement climatique en Europe, fondés sur l'espoir erroné qu'ils fonctionneront une fois que le prix sera assez élevé.

[► Lien vers l'article](#)

L'Express

14 mars 2019

Avec Frédéric Sawicki, professeur en science politique

Municipales de 2020 : à Paris, les partis au tapis ?

Les candidatures indépendantes ont le vent en poupe en Paris, où les candidats préfèrent parler de la ville plutôt que de leurs partis.

Les partis politiques peinent à séduire les Français, mais on peut même se demander s'ils séduisent encore les candidats. À Paris, alors que les prétendants commencent peu à peu à officialiser leurs vues sur l'Hôtel de ville, plusieurs affichent le même mot d'ordre : candidat oui, mais sans parti.

[...] C'est une candidature indépendante des partis", assure ainsi lundi le député Agir-Les Constructif Pierre-Yves Bournazel dans une interview au Parisien. "Je ne réfléchis pas à partir d'étiquette, je réfléchis à partir d'idées", embraye sur France inter, le lendemain Gaspard Gantzer, lors de l'officialisation de sa candidature.

[► Lire l'article](#)

Challenges.fr

13 mars 2019

Avec Wladimir Andreff, professeur émérite

Ligue des champions: les pépites de l'OL en vitrine face au Barça

Une soirée magique. Le 19 février, l'Olympique Lyonnais (OL) jouait à guichets fermés (59 000 spectateurs) dans son Groupama Stadium pour la réception du FC Barcelone : le score final de ce match aller des huitièmes de finale de la Ligue des champions (0-0) est loin de garantir la qualification pour les quarts. Mais le club a déjà la certitude que la compétition reine lui a rapporté 57,4 millions d'euros en droits TV et marketing sur sa première partie de saison. Sans compter la billetterie : 10,4 millions d'euros de recettes assurés avant le match couperet contre les Blaugranas. « On sait que si on est dans les meilleurs clubs en Europe, cela génère des revenus incroyables », se réjouit Jean-Michel Aulas, président de l'OL.

[► Lien vers l'article](#)

Le Monde.fr

13 mars 2019

Avec des professeurs de l'université parmi les signataires

Politique : « Les élus ne cherchent pas à s'enrichir systématiquement »

Constatant que des fausses informations circulent sur la rémunération des élus, un collectif d'universitaires estime, dans une tribune au « Monde », nécessaire de les démentir et d'engager une réflexion plus profonde sur les zones d'ombres qui persistent.

Tribune. Les représentants politiques sont-ils trop payés ? Dans le cadre de nos recherches universitaires, nous travaillons sur la question des rémunérations et des avantages matériels des élus depuis plusieurs années. Nous devons reconnaître qu'il est impossible de répondre instantanément et objectivement à cette question.

A l'heure où les fausses informations sur les rémunérations des représentants font florès sur les réseaux sociaux, il nous paraît cependant nécessaire de rétablir certains faits avec précision.

[► Lien via Europresse](#)

La Croix

13 mars 2019

Avec Jézabel Couppey-Soubeyran, maitresse de conférences en sciences économiques

Les banques européennes souhaitent déplaçonner les bonus

Un règlement limitant la part de rémunération variable des banquiers avait été adopté après la crise financière de 2008.

Les banques européennes souhaitent son assouplissement.

En finir avec le plafond des bonus. C'est l'objectif des banques européennes, qui se sont plaintes de cette disposition prise après la crise financière de 2008 auprès du conseil de stabilité financière (CSF), l'organe de surveillance bancaire fondé par le G20. Le bonus est cette part de rémunération variable qui a été considérée comme une cause majeure de prise de risque excessif par les banquiers. La réglementation européenne – unique en son genre – fixe la limite maximale des bonus à deux fois le salaire fixe. Selon les banques européennes, ce règlement grève leur compétitivité vis-à-vis de leurs homologues américaines.

Un argument classique...

« Les banques européennes sont dans leur rhétorique classique, décrypte Jézabel Couppey-Soubeyran, professeur d'économie monétaire et financière à l'université Paris I. Elles sont promptes à dénoncer la moindre réglementation qui, selon elles, enfreindrait leur activité ».

[► Lien vers l'article](#)

RFI

13 mars 2019

Avec Benjamin Morel, docteur en science politique, chargé de cours en droit public

Loi anti-casseurs: Macron va saisir le Conseil constitutionnel

Les sénateurs ont voté hier soir sans modification, la proposition de loi dite «anti-casseurs» adoptée début février à l'Assemblée nationale malgré une fronde de la majorité. Le texte, vu comme « liberticide » par la gauche et certains élus LREM, fera l'objet d'une saisine du Conseil constitutionnel par des parlementaires, mais aussi par Emmanuel Macron, pour vérifier la conformité du texte avec la Loi fondamentale. L'analyse du politologue Benjamin Morel, docteur en science politique, chargé de cours en droit public à l'Université Paris I Sorbonne.

[► Lien vers l'émission](#)

La Liberté

13 mars 2019

Avec Pierre Vermeren, spécialiste des mondes arabe et berbère contemporains

Le modèle tunisien dans les têtes

Après le renoncement de Bouteflika, les Algériens maintiennent leur mobilisation pour un changement Algérie Plusieurs milliers d'étudiants ont manifesté hier dans le centre d'Alger, dénonçant une ruse du président...

[► Lien vers l'article](#)

TSA (Tout sur l'Algérie)

13 mars 2019

Avec Salam Kawakibi, professeur associé

Tous les dictateurs arabes observent avec inquiétude l'Algérie

Chercheur en Sciences politiques, Salam Kawakibi est directeur du CAREP Paris. Ancien directeur adjoint à l'Arab Reform Initiative, professeur associé à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, il est également président de l'association « Initiative pour une Syrie nouvelle ». Il est membre du conseil consultatif de la Fondation assemblée des citoyens et citoyennes de la Méditerranée (FACM) et membre de la rédaction de la revue Confluences Méditerranée.

Le président Bouteflika a renoncé au 5e mandat. Est-ce une victoire pour les manifestants ?

C'est une bonne nouvelle mais qui ne doit pas tromper les héros de la protestation pacifiste. Le système est encore au pouvoir. Le Président ne gouvernant pas déjà depuis 2013, il ne représente qu'un symbole ou un paravent pour les vrais dirigeants. Je ne me donne pas le droit de donner des conseils, mais à titre de citoyen du monde, je serai plus rassuré si la pression populaire reste maintenue. Les pouvoirs politiques arabes ont toujours joué avec le temps et ils ont trompé leurs peuples. Ils l'ont retiré de la scène mais ils ne se sont pas retirés eux-mêmes. A suivre. Cependant, il faudra attendre les prochains jours pour voir comment le dialogue national va être organisé et qui seront ses acteurs. La nomination du Ministre de l'intérieur comme premier Ministre n'est pas un geste très rassurant.

[► Lien vers l'article](#)

Libération

12 mars 2019

Avec Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel

Il n'y en a que pour le RIC

La revendication phare des gilets jaunes cristallise les débats aussi chez les universitaires. Bras de fer entre deux spécialistes de la démocratie.

Il n'y en a que pour le RIC

Jeudi 19 février. Paris, VIe arrondissement. Dans les locaux du Forum 104 de la rue de Vaugirard, un public studieux est venu noircir un carnet à spirale, raturer un coin de journal, griffonner un bout de papier trouvé dans le fond d'un sac. Tout est bon pour ne pas perdre une miette de ce «grand débat» organisé à l'initiative de l'association du Pacte civique. Ce soir-là, devant la soixantaine de personnes présentes, deux universitaires français s'écharpent poliment autour du fameux RIC, qu'ils triturent, labourent et retournent dans tous les sens. La principale revendication des gilets jaunes s'est imposée comme la priorité de la discussion entre Julien Talpin, chargé de recherches en science politique au CNRS, et Dominique Rousseau, professeur de droit constitutionnel à l'université Paris-I Panthéon-Sorbonne.

[► Lien vers l'article](#)

France Info

12 mars 2019

Avec Thomas Clay, professeur de droit

Brexit, image du Rassemblement national, rapport du défenseur des droits... Les informés de franceinfo du 12 mars

Les thèmes des informés

Brexit : les députés britanniques rejettent une seconde fois l'accord négocié par Theresa May avec l'Union européenne
Selon un sondage, l'adhésion aux idées du Rassemblement national augmente et l'image de Marine Le Pen s'améliore
Rapport annuel du défenseur des droits : Jacques Toubon souhaite l'interdiction des LBD
En Algérie, après la liesse, l'inquiétude de la population face au report de l'élection présidentielle
Le procès de Bernard Tapie a démarré lundi au tribunal correctionnel de Paris

[► Lien vers l'article](#)

The Conversation

11 mars 2019

Avec Marie Pierre Vaslet, doctorante en sciences de gestion (IAE)

Entre auteurs et éditeurs, une relation de plus en plus mouvementée

En 2018, l'ouverture du Salon du livre de Paris avait vu le départ d'une mobilisation des « auteurs en colère ». Aujourd'hui, ceux-ci continuent de dénoncer la dégradation de leurs conditions de rémunération et d'alerter sur son aggravation inévitable avec les réformes de l'Agessa, de l'impôt sur le revenu et de la CSG.

Au-delà de ces revendications conjoncturelles, ils militent pour une meilleure reconnaissance de leur travail, une réflexion sur leur statut et un rééquilibrage en leur faveur du partage de la valeur créée par le commerce du livre.

En septembre dernier est née pour défendre ce programme la Ligue des auteurs professionnels qui s'ajoute notamment au collectif #auteursencolère ou aux plus anciens Conseil permanent des écrivains et SGDL. Des États généraux du livre sont prévus le 4 juin prochain pour porter ces revendications.

[► Lien vers l'article](#)

France Culture

11 mars 2019

Avec Nedjib Sidi Moussa, docteur en science politique

Algérie : après la rue, les urnes ?

Algérie, la rue leur appartient ? Rendez-vous avec Nedjib Sidi Moussa, docteur en science politique (Panthéon-Sorbonne), auteur de "Algérie, une autre histoire de l'indépendance" (PUF, 2019), et Adlène Meddi, journaliste, auteur de "1994" (Rivages, 2018).

Après les appels à la grève reconduits ce week end et les manifestations de ce vendredi 8 mars contre un cinquième mandat du président Abdelaziz Bouteflika, plus rien ne semble en mesure d'arrêter la marche d'un peuple déterminé à changer de système. Pas même les mises en garde exprimées par communiqué du président alité contre le risque de « chaos » si le mouvement se poursuit. En fermant les universités plus de dix jours avant la date prévue des vacances de printemps en Algérie, quel signal le pouvoir envoie-t-il à sa jeunesse ?

[► Lien vers l'émission](#)

Le Monde

11 mars 2019

Avec Pascal Butterlin, professeur en histoire de l'art et archéologie

Yves Ubelmann, l'archéologie vue d'en haut

Architecte de formation, président et fondateur d'Iconem, il a chamboulé la sauvegarde du patrimoine archéologique grâce à des images aériennes prises par des drones. Florence Evin
Portrait. Yeux vifs et rieurs, barbe noire taillée, l'architecte Yves Ubelmann, 38 ans, président et cofondateur d'Iconem (2013), détonne dans le monde de l'archéologie. Sa start-up est logée dans trois pièces du quartier de Montparnasse, à Paris. A l'heure du casse-croûte, filles et garçons (25-28 ans), architectes, archéologues, ingénieurs et graphistes, une quinzaine de tous horizons et nationalités, discutent dans un joyeux brouhaha. « Il y a une bonne ambiance, reconnaît-il, on est très soudés. Ils sont tous très attachés à la mission humaniste de l'entreprise, la préservation du patrimoine. »

As du codage

Passé la pause, silence absolu. Les yeux rivés sur leurs écrans, ces as du codage font revivre les sites antiques en péril dans des modèles 3D, construits à partir des milliers de photos prises par Yves Ubelmann, à Mossoul en Irak, Palmyre en Syrie, Angkor au Cambodge, ou l'église de la Trinité, à Paris. Il utilise, dit-il, sa caméra « comme le ciseau du sculpteur qui doit passer partout pour dégager les formes ».

[► Lien via Europresse](#)

Le Journal du CNRS

11 mars 2019

Avec Marie-Laure Derat, professeure invitée en histoire et archéologie

En Éthiopie, l'histoire de Lalibela se révèle peu à peu

Au cœur de l'Éthiopie, des enchevêtrements d'églises, de galeries et de salles creusées dans la roche font du site de Lalibela un lieu de pèlerinage, également très prisé des touristes et des scientifiques. Les historiennes Marie-Laure Derat et Claire Bosc-Tiessé nous parlent des dernières découvertes sur ce site exceptionnel, dont la visite s'annonce comme un temps fort du voyage officiel du président Emmanuel Macron en Afrique de l'Est.

Taillées d'un bloc dans la roche, les églises de Lalibela suscitent toujours la curiosité et l'admiration des touristes. Mais ce site posé sur les hauts plateaux d'Éthiopie, à 500 kilomètres au nord de la capitale Addis-Abeba, est surtout la destination de centaines de milliers de pèlerins qui se pressent depuis des siècles vers ces lieux sacrés, considérés comme une terre sainte pour les chrétiens de l'Église d'Éthiopie.

[► Lien vers l'article](#)

Libération

11 mars 2019

Avec Nedjib Sidi Moussa, docteur en science politique

Bouteflika renonce, la révolution algérienne a-t-elle commencé ?

Les Algériens ont-ils gagné ? Ce lundi 11 mars Abdelaziz Bouteflika vient de renoncer à un cinquième mandat, et a annoncé le report des élections présidentielles.

Les manifestations du 22 février ont radicalement changé l'état d'esprit des Algériens qui, la veille encore, apparaissaient abattus par l'inéluctabilité du régime Bouteflika. La persévérance et la détermination des Algériens, dont les observateurs ont souligné le pacifisme, peuvent-elles conduire à un changement du système en profondeur ?

One, two, three...

Et si en réalité tout avait commencé, en novembre 2009, avec la qualification de l'équipe algérienne de football pour la Coupe du monde de l'année suivante en Afrique du Sud ?

[► Lien vers l'article](#)

Le Moniteur

8 mars 2019

Avec Laurent Karila, chargé d'enseignement en droit

Six mois de droit de la construction

Par Laurent Karila, avocat associé chez Karila, société d'avocats, chargé d'enseignement à l'université de Paris I Panthéon-Sorbonne

Sélection des décisions les plus instructives rendues par la Cour de cassation au second semestre 2018.

Un constructeur de maisons individuelles doit-il déclarer spécifiquement cette activité pour être couvert par son assureur ? Qui doit prouver l'étendue de la mission de l'architecte en cas de litige sur le montant de ses honoraires ? Des désordres doivent-ils avoir la même origine technique que les désordres initiaux pour être qualifiés d'« évolutifs » ? Le juge peut-il se fonder uniquement sur une expertise privée pour trancher un litige ? La Cour de cassation a répondu à toutes ces questions, et à bien d'autres, durant les six derniers mois de 2018.

[► Lien via Europresse](#)